(N° 4.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 JUILLET 1890.

Approbation d'une convention avec l'État Indépendant du Congo.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le Gouvernement du Roi a l'honneur de soumettre à l'approbation de la Législature la convention ci-jointe, intervenue entre lui et l'État Indépendant du Congo, et dont l'importance n'a pas besoin d'être signalée.

Avant d'en exposer l'objet, il importe de rappeler les phases successives par lesquelles a passé la grande entreprise poursuivie depuis quinze ans en Afrique par Sa Majesté, avec une persévérance et un succès qui ont attiré l'admiration du monde, ainsi que la part que la Belgique y a prise jusqu'ici.

En 1876, le Roi, cherchant à réaliser une pensée qui le préoccupait longtemps déjà avant son avènement, réunit au palais de Bruxelles une conférence géographique, à laquelle il appela les principaux explorateurs de l'Afrique à prendre part.

Il s'agissait dès lors de donner une impulsion vigoureuse à la reconnaissance des territoires encore inconnus de l'Afrique centrale et de créer les bases de sa civilisation future.

La fondation de l'Association Internationale Africaine fut le résultat de ce premier effort. Une souscription nationale, organisée dans le pays pour l'appuyer, produisit en quelques mois la somme relativement considérable de 440,000 francs. Ce fut le témoignage manifeste de l'intérêt que la nation prit dès l'origine à cette courageuse initiative.

Pendant six ans, les expéditions se succédèrent, mais par la côte orientale d'Afrique; la fondation des stations de Karema et de Mpala date de cette époque.

Un grand événement s'était produit dans l'intervalle. A la fin de 1877,

Stanley, dont on était sans nouvelles depuis trois ans, avait reparu sur les bords de l'Atlantique, révélant au monde le cours du Congo et les richesses de son immense bassin. Le Roi, frappé de l'importance de ces grandes découvertes, appela à lui l'héroïque explorateur, et le 25 novembre 1878 se constituait à Bruxelles le Comité d'études du Haut-Congo, destiné à remplir à la côte occidentale une mission analogue à celle dont l'Association Internationale s'acquittait sur les rivages de l'océan Indien.

Conduit avec une activité et une vigueur remarquables, le Comité fit des prodiges. De 1879 à 1884, il couvrit de stations les deux rives du fleuve, traça des routes, fit explorer le réseau hydrographique du Congo. Le 5 décembre 1881, un premier steamer était lancé, en amont des cataractes, sur le Stanley-Pool et, deux mois plus tard, Léopoldville était fondée. Plus de mille traités avaient été négociés avec les chefs indigènes et assuraient au Comité la possession souveraine de vastes régions.

Dès lors, la fusion de l'Association et du Comité s'imposait, et ils firent place à l'Association internationale du Congo. Devenue une puissance territoriale considérable, cette institution concentra désormais tous ses efforts sur le bassin du Congo et y exerça de fait des pouvoirs souverains.

L'Amérique et l'Europe applaudirent à cet événement important. Les États-Unis d'abord, l'Empire d'Allemagne ensuite, reconnurent le pavillon étoilé à l'égal de celui d'une nation amie.

Bientôt un nouvel et grand acte s'accomplit. Le 15 novembre 1884, s'ouvrit à Berlin une Conférence convoquée par l'Empereur d'Allemagne, de concert avec le Président de la République française. Après quatre mois de délibérations, cette Assemblée mémorable traça les limites du bassin conventionnel du Congo, fixa la législation économique destinée à le régir et lui concéda le privilège politique de la neutralité. Le traité du 26 février 1885 clôt le premier acte de l'entreprise du Roi.

Jusqu'à cette date, le Gouvernement belge n'avait pas eu, vis-à-vis d'elle, de position officielle à prendre. Il n'avait certes pas assisté avec indifférence au magnifique épanouissement de l'œuvre et au sympathique accueil fait par les Gouvernements des deux mondes à cette puissance nouvelle, messagère de paix et de civilisation parmi des races déshéritées; mais il avait laissé au Souverain qui la personnifiait devant l'opinion publique, le soin et l'honneur de conduire lui-même cette vaste conception à bonne fin.

Toutefois, au lendemain de la Conférence de Berlin, la situation était changée.

Comme toutes les Puissances réunies à Berlin, la Belgique avait reconnu le caractère souverain de l'Association internationale du Congo. Ainsi, le Roi des Belges était de fait le souverain d'un autre territoire.

La Constitution a prévu la possibilité de cette situation et, conformément à ses dispositions, les Chambres législatives la réglèrent par une double déclaration du 28-30 avril 1885, qui autorisa, à titre personnel, le Roi des Belges à assumer la souveraineté de l'État fondé en Afrique par l'Association internationale du Congo et qui prit dès ce moment le nom d'État Indépendant du Congo.

La Législature sanctionna à l'unanimité l'Acte général de Berlin, à la

presque unanimité l'union personnelle de la Belgique et de l'État Indépendant.

Le 1^{er} août de la même année, le Roi notifia à toutes les Puissances sa prise de possession en même temps que les limites et la neutralité du nouvel empire africain.

Telle fut la première intervention officielle de la Belgique dans l'œuvre du Congo.

Dans le même temps, les Puissances maritimes de l'Europe, naguère encore plus ou moins indifférentes aux choses de l'Afrique centrale, fondaient en différents points d'importants établissements, afin de se ménager, elles aussi, dans le Continent noir, des débouchés commerciaux et des champs d'expansion. Ce mouvement est allé toujours en s'accroissant, et le partage de l'Afrique est bien près d'être accompli.

En présence de cette situation nouvelle, une occupation rapide, efficace des territoires s'imposait comme expression et sanction du droit.

L'État du Congo, de 1885 à 1890, a réalisé dans cette voie des progrès qui l'ont maintenu au premier rang. Les stations se sont étendues et multipliées, et plusieurs ont pris l'aspect de cités naissantes. La route des cataractes est devenue une voie banale. Le réseau navigable reconnu a été décuplé. Vingt-sept steamers sillonnent les eaux du Pool et du haut-fleuve. Le mouvement commercial a pris une activité imprévue, et c'est à une dizaine de millions que les évaluations les plus circonspectes estiment dès à présent le chiffre annuel des affaires de la Belgique avec le Congo.

Un tel effort a nécessairement exigé de grands sacrifices. Une colonie naissante ne peut recourir à l'impôt que modérément, et la douane est, pour ainsi dire, son unique recette. Or, l'Acte de Berlin enlevait au Congo cette source de revenus, au moins en ce qui concerne les droits d'entrée.

De là, si grande que fût la munificence royale, des embarras pour l'État naissant.

L'union entre les deux pays étant strictement personnelle, le Congo devait se suffire à l'aide de ses ressources propres. Mais si la Belgique n'a assumé d'obligations d'aucun genre, elle ne pouvait manquer de témoigner une active sympathie à une entreprise dont on pouvait pressentir le but éloigné.

A deux reprises, elle en a fourni la preuve.

Diverses œuvres d'utilité publique ou de philanthropie, et notamment la Croix-Rouge d'Italie et celles d'Autriche et de Hongrie, avaient trouvé des ressources dans une forme d'emprunt nouvelle, où le prêteur renonce à toucher un intérêt annuel pour se contenter du remboursement de son capital, suivant des tirages au sort, avec la chance de certaines primes ou tout au moins avec l'intérêt accumulé.

L'État du Congo fit un emprunt de cette nature et demanda pour les titres à émettre l'autorisation de la cote en Belgique.

Cette autorisation, qui n'entraînait pour l'État belge d'obligations d'aucun genre, fut l'objet de la loi du 29 avril 1887, votée à la Chambre par 86 voix contre 9 et 7 abstentions, et au Sénat par 44 voix contre 1 et 5 abstentions.

Les titres de l'emprunt ainsi émis sont garantis par un fonds composé de valeurs excellentes, mais bien qu'ailleurs des opérations analogues eussent

pleinement réussi, celle-ci n'obtint qu'un médiocre succès, et l'État du Congo n'y trouva point les ressources sur lesquelles il avait cru pouvoir compter.

Dans le même temps, on avait mis activement à l'étude les projets d'établissement d'un chemin de fer de la côte au Stanley-Pool. L'innavigabilité du Congo dans la partie inférieure de son cours constitue jusqu'ici le principal obstacle au développement du trafic, et, dès l'origine, Stanley avait signalé l'impérieuse nécessité d'y suppléer par une voie ferrée.

Le 26 décembre 1886, une Compagnie belge se constitua pour résoudre le problème ; après dix-sept mois d'un labeur acharné et au prix d'un million, le levé du terrain était fait et les plans et profils de la voie étaient arrêtés.

Restait à résoudre la question financière. Elle le fut, grâce au concours de l'État belge. Une loi du 29 juillet 1889, approuvée à la Chambre par 88 voix contre 6 abstentions et au Sénat par 49 voix contre 1 abstention, a autorisé le Gouvernement à souscrire les actions ordinaires au montant de 10 millions. Le surplus du capital, représenté par 15 millions d'actions privilégiées, fut souscrit par le public.

Aujourd'hui, les travaux sont en pleine activité, et déjà la voie s'établit dans la première section du tracé, entre Matadi et l'embouchure de la Mpozo.

Le concours de l'État belge à cette entreprise sera d'un grand intérêt pour la Belgique, dont l'industrie et le commerce sont appelés à profiter en toute première ligne des facilités nouvelles que va leur procurer la construction du chemin de fer.

Mais l'État du Congo surtout y trouvera des éléments de développement d'une incalculable importance.

Sous l'empire de cette conviction et réalisant des intentions patriotiques que depuis longtemps on pouvait pressentir, le Roi écrivit, sous la date du 5 août 1889, à M. le Ministre des Finances, la lettre que voici :

« Cher Ministre,

» Je n'ai jamais cessé d'appeler l'attention de mes compatriotes sur la nécessité de porter leurs vues vers les contrées d'outre-mer.

» L'histoire enseigne que les pays à territoire restreint ont un intérêt moral et matériel à rayonner au delà de leurs étroites frontières. La Grèce fonda sur les rivages de la Méditerranée d'opulentes cités, foyers des arts et de la civilisation. Venise, plus tard, établit sa grandeur sur le développement de ses relations maritimes et commerciales, non moins que sur ses succès politiques. Les Pays-Bas possèdent aux Indes trente millions de sujets qui échangent contre les denrées tropicales les produits de la mère patrie.

» C'est en servant la cause de l'humanité et du progrès que des peuples de second rang apparaissent comme des membres utiles de la grande famille des nations. Plus que nulle autre, une nation manufacturière et commerçante comme la nôtre doit s'efforcer d'assurer des débouchés à tous ses travailleurs, à ceux de la pensée, du capital et des mains.

» Ces préoccupations patriotiques ont dominé ma vie. Ce sont elles qui ont déterminé la création de l'œuvre africaine.

» Mes peines n'ont pas été stériles : un jeune et vaste État, dirigé de Bruxelles, a pris pacifiquement place au soleil, grâce à l'appui bienveillant des Puissances qui ont applaudi à ses débuts. Des Belges l'administrent, tandis que d'autres compatriotes, chaque jour plus nombreux, y font déjà fructifier leurs capitaux.

» L'immense réseau fluvial du Congo supérieur ouvre à nos efforts des voies de communication rapides et économiques qui permettent de pénétrer directement jusqu'au centre du continent africain. La construction du chemin de fer de la région des cataractes, désormais assurée grâce au vote récent de la Législature, accroîtra notablement ces facilités d'accès. Dans ces conditions, un grand avenir est réservé au Congo, dont l'immense valeur va prochainement éclater à tous les yeux.

» Au lendemain de cet acte considérable, j'ai cru de mon devoir de mettre la Belgique à même, lorsque la mort viendra me frapper, de profiter de mon œuvre ainsi que du travail de ceux qui m'ont aidé à la fonder et à la diriger et que je remercie ici une fois de plus. J'ai donc fait, comme Souverain de l'État Indépendant du Congo, le testament que je vous adresse; je vous demanderai de le communiquer aux Chambres législatives au moment qui nous paraîtra le plus opportun.

» Les débuts des entreprises comme celles qui m'ont tant préoccupé sont difficiles et onéreux. J'ai tenu à en supporter les charges. Un Roi, pour rendre service à son pays, ne doit pas craindre de concevoir et de poursuivre la réalisation d'une œuvre même téméraire en apparence. La richesse d'un Souverain consiste dans la prospérité publique : elle seule peut constituer à ses yeux un trésor enviable qu'il doit tendre constamment à accroître.

» Jusqu'au jour de ma mort, je continuerai, dans la même pensée d'intérêt national qui m'a guidé jusqu'ici, à diriger et à soutenir notre œuvre africaine; mais si, sans attendre ce terme, il convenait au pays de contracter des liens plus étroits avec mes possessions du Congo, je n'hésiterais pas à les mettre à sa disposition. Je serais heureux, de mon vivant, de l'en voir en pleine jouissance. Laissez-moi, en attendant, vous dire combien je suis reconnaissant envers les Chambres comme envers le Gouvernement, pour l'aide qu'ils m'ont prêtée à diverses reprises dans cette création. Je ne crois pas me tromper en affirmant que la Belgique en retirera de sérieux avantages et verra s'ouvrir devant elle, sur un continent nouveau, d'heureuses et larges perspectives.

» Croyez-moi, cher Ministre,

» Votre très dévoué et très affectionné,

(Signé) LÉOPOLD. »

Le testament du Roi est conçu en ces termes :

Nous, Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'État Indépendant du Congo ;

Voulant assurer à Notre patrie bien aimée les fruits de l'œuvre que, depuis de longues années, Nous poursuivons dans le continent africain, avec le concours généreux et dévoué de beaucoup de Belges;

Convaincu de contribuer ainsi à assurer à la Belgique, si elle le veut, les débouchés indispensables à son commerce et à son industrie et d'ouvrir à l'activité de ses enfants des voies nouvelles ;

Déclarons par les présentes léguer et transmettre, après notre mort, à la Belgique tous nos droits souverains sur l'État Indépendant du Congo, tels qu'ils ont été reconnus par les déclarations, conventions et traités intervenus depuis 1884 entre les Puissances étrangères d'une part, l'Association internationale du Congo et l'État Indépendant du Congo d'autre part, ainsi que tous biens, droits et avantages attachés à cette souveraineté.

En attendant que la Législature belge se soit prononcée sur l'acceptation de mes dispositions prédites, la souveraineté sera exercée collectivement par le conseil des trois administrateurs de l'État Indépendant du Congo et par le Gouverneur général.

Fait à Bruxelles, le 2 août 1889.

(Signé), LÉOPOLD.

C'est là, Messieurs, un langage vraiment royal, et comme le couronnement grandiose d'un règne de 25 ans, consacré tout entier à l'accroissement de la prospérité, de la grandeur de la patrie !

Le Roi, qui comptait d'abord ne pas faire connaître dès à présent Ses intentions, nous a autorisés à les rendre publiques. Et au moment où nous venons proposer aux Chambres législatives un nouvel acte dans l'intérêt du Congo, plus important que les précédents, il fallait en effet que la Belgique les connût. Comme nous le rappelions tout à l'heure, l'aide que le pays avait cru assurer au Roi par l'autorisation relative à l'emprunt de 1887 lui a, en très grande partie, fait défaut. D'autre part, le chemin de fer ne sera terminé que dans quatre années environ et, même après son achèvement, il faudra un certain temps pour qu'il produise les résultats économiques et financiers que l'on est légitimement en droit d'espérer.

Or, en attendant, l'État du Congo n'est pas en mesure de faire face à ses charges. Et cela d'autant moins qu'elles vont augmenter encore par suite du fait considérable qui vient de s'accomplir à Bruxelles.

Il y a quelques jours, les Plénipotentiaires de dix-sept Puissances appartenant à quatre continents signaient l'Acte général destiné à mettre définitivement fin aux horreurs, aux ignominies de la traite des nègres. Cet Acte, œuvre de longues et laborieuses négociations, fera époque dans l'histoire : il est le résultat final d'un effort qui a rempli le siècle et qui, depuis quinze ans surtout, n'a plus cessé d'être à l'ordre du jour des préoccupations publiques.

Dès 1876, le Roi avait déclaré solennellement que l'extinction de la traite était un des objets essentiels du mouvement qu'il voulait provoquer, et la situation sous ce rapport avait été mise, dans sa triste vérité, sous les yeux du pays. Les expéditions entreprises depuis cette époque, les témoignages accumulés des missionnaires et des voyageurs, montrèrent de plus en plus l'étendue du mal, la nécessité d'y mettre un terme. La Conférence de Berlin avait imposé aux Puissances l'obligation de combattre la traite sur terre

comme sur mer, mais sans arrêter un plan positif d'action. Trois ans plus tard, le 5 mai 1888, le Souverain Pontife, dans sa lettre encyclique aux évêques brésiliens, faisait un pressant appel dans le même but au sentiment religieux des nations chrétiennes. Le cardinal Lavignerie se fit l'apôtre de cette généreuse croisade; et sa parole énergique remua l'Europe tout entière. Les assemblées législatives s'émurent : deux d'entre elles, et des plus illustres, le Reichstag allemand et le Parlement britannique, se firent l'organe de la conscience générale et réclamèrent l'intervention active des Gouvernements.

C'est dans ces circonstances que, le 17 septembre 1888, le marquis de Salisbury invitait le Gouvernement belge à prendre l'initiative d'une Conférence des Puissances en vue d'une action combinée contre la traite. « La grande œuvre entreprise par le Roi des Belges, disait-il, en constituant l'État du Congo, et le vif intérêt que prend Sa Majesté à toutes les questions qui intéressent le bien-être des races de l'Afrique, portent le Gouvernement de la Reine à espérer que la Belgique pourrait être disposée à prendre l'initiative d'inviter les Puissances à une Conférence à Bruxelles, aux fins d'examiner les meilleurs moyens d'obtenir la suppression graduelle de la traite des esclaves sur le continent d'Afrique et la fermeture immédiate de tous les marchés extérieurs que la traite approvisionne encore de nos jours. »

Cet appel a été entendu. Ouverte le 18 novembre dernier, la Conférence, après sept mois de délibérations, a arrêté un système général de répression sur terre comme sur mer, dont l'effet sera décisif si les moyens d'exécution répondent à la grandeur de la tâche. C'est l'État Indépendant du Congo qui, par sa situation géographique, sera à l'avant-garde du mouvement civilisateur; c'est à lui qu'incombera au premier chef l'obligation d'arrêter les dévastations et les massacres des chasseurs d'hommes. Il aura, pour remplir cette mission sainte, des stations nouvelles à établir, des camps à organiser, des bateaux à conduire aux extrêmes limites de son vaste empire, afin de contenir et châtier les malfaiteurs, de protéger et relever leurs victimes.

Les Puissances n'ont pas méconnu les sacrifices étendus que comporte une telle mission; elles ont voulu y pourvoir dans une certaine mesure en autorisant l'établissement de droits d'entrée, mais l'exécution de leurs décisions à cet égard est forcément différée par les formalités et les conditions qu'impose le droit public des diverses Puissances. Et cependant, c'est un devoir d'agir sans délai. Tout en se préparant en vue d'une action générale, il importe d'intervenir sur l'heure là où le sang coule, où le meurtre et le brigandage sévissent à l'état chronique.

C'est dans ces conditions, Messieurs, que les négociations engagées depuis quelque temps déjà entre le Gouvernement belge et l'État Indépendant du Congo ont abouti à la convention que nous soumettons avec confiance à votre approbation.

Aux termes de l'article 1^{er}, la Belgique ferait à l'État du Congo un prêt de 25 millions, payables pour un cinquième immédiatement et pour le surplus en dix annuités de 2 millions chacune. Inscrites aux livres de la dette

publique de l'État indépendant, ces avances ne seraient pas productives d'intérêts pendant le terme de dix ans.

Le chiffre plus considérable de la première annuité se justifie, d'une part, par la nécessité de contribuer à combler certains arriérés, de l'autre par l'intérêt qu'il y a à assurer l'exécution immédiate des décisions de la Conférence. Il convient que l'État du Congo soit le premier en mesure de faire sentir au cœur de l'Afrique que le règne de la barbarie est fini et qu'un Code nouveau va régir les rapports des populations qui l'habitent.

Si, pour la première fois, le Trésor belge se trouve ainsi engagé dans l'œuvre africaine, l'article 2 consacre, dès à présent, le droit du pays à une annexion dont la lettre royale faisait déjà entrevoir l'éventualité.

Six mois après l'expiration du terme de dix ans, alors que le chemin de fer sera déjà en exploitation depuis un certain nombre d'années et que tout le territoire sera bien mieux connu encore qu'il ne l'est aujourd'hui, la Belgique aura à décider si elle veut que le Congo se transforme en colonie belge.

Et le pays n'arrêtera cette décision qu'en pleine connaissance de cause. L'article 3 prescrit en effet à l'État du Congo de communiquer d'ici là, à l'État belge, tous les renseignements que celui-ci jugerait désirables, sur sa situation économique, commerciale et financière. Il pourra notamment prendre connaissance des budgets de recettes et de dépenses ainsi que des relevés de la douane.

Il n'est pas nécessaire, Messieurs, d'insister sur la grave portée de la résolution à prendre à ce moment-là et sur l'influence décisive qu'elle aura sur les destinées du pays.

Le cabinet actuel a d'avance fait connaître ses vues à cet égard; il estime que l'acquisition du Congo sera pour la Belgique un notable accroissement d'importance et de richesse.

Si, en théorie, la politique coloniale a ses détracteurs, comme elle a ses partisans, la question semble résolue, sur le terrain pratique, par l'exemple de toutes les nations. Aucune ne voudrait renoncer à la moindre partie de ses possessions d'outre-mer. Toutes, au contraire, se préoccupent de les étendre et de les multiplier. Les intérêts industriels, commerciaux, maritimes font, sous ce rapport, la loi aux Gouvernements, et le mouvement s'accroît en présence des tendances protectionnistes, qui se généralisent chaque jour davantage.

Mais le moment semble n'être pas venu d'examiner ces graves questions d'une manière approfondie.

Comme les termes de la Convention le disent et comme nous l'avons rappelé déjà, l'avenir est complètement réservé, et c'est en toute liberté que le problème sera résolu; mais d'ici à dix ans, l'opinion publique, complètement éclairée, se sera assurément prononcée de manière à rendre toute discussion inutile.

Si, contrairement à notre conviction, c'est à une conclusion négative que l'on aboutit, la Belgique n'aura fait à l'État, qui demeurera ainsi indépendant d'elle, qu'un simple prêt; et, non seulement elle aura obtenu en retour d'un sacrifice temporaire d'intérêts, un droit d'option, dont la valeur ne saurait

être méconnue, mais riche, prospère et heureuse, elle aura contribué à remplir un devoir d'humanité envers des populations deshéritées, tout en assurant, dans tous les cas, au travail national de vastes débouchés.

Dans l'hypothèse ainsi prévue, il ne serait pas équitable que le capital avancé de 25 millions devint immédiatement exigible.

L'État du Congo pourrait le conserver pendant dix années encore, mais à charge d'en servir l'intérêt à 3 $\frac{1}{2}$ %, soit l'équivalent de l'intérêt auquel l'État belge emprunte lui-même. De plus, les sommes à provenir de concessions de terres ou de mines domaniales devraient être affectées, même avant le terme fixé, à des remboursements partiels.

Telle est, Messieurs, la Convention que nous avons l'honneur de vous soumettre. Nous estimons qu'elle répond au sentiment public et mérite votre approbation.

Le 12 septembre 1876, en ouvrant la Conférence géographique, le Roi disait qu'il ne serait pas insensible à l'honneur qui résulterait pour son pays de ce que des mesures importantes en vue de la répression de la traite fussent datées de Bruxelles.

C'est là aujourd'hui un fait accompli et dans des conditions qui dépassent les espérances.

Au point de vue spécial de la Belgique, l'acte que nous vous proposons aujourd'hui peut n'avoir pas des conséquences moins décisives. Avec le Roi, nous avons la confiance qu'elles seront heureuses pour la patrie.

Le Ministre des Finances,

A. BEERNAERT.

Le Ministre de la Justice,

JULES LE JEUNE.

*Le Ministre de l'Intérieur et de
l'Instruction publique,*

J. DEVOLDER.

*Le Ministre de l'Agriculture,
de l'Industrie et des Travaux publics,*

LÉON DE BRUYN.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Le Prince DE CHIMAY.

Le Ministre de la Guerre,

PONTUS.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*

J. VANDENPEEREBOOM.

PROJET DE LOI.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de notre conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances présentera en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Est approuvée la convention ci-annexée conclue le 1^{er} juillet 1890, au nom de l'État, avec l'État Indépendant du Congo.

ART. 2.

Il est ouvert au Département des Finances un crédit de 5 millions. — Il sera couvert par les ressources extraordinaires du Trésor.

Donné à Ostende, le 7 juillet 1890.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,
A. BEERNAERT.

Le Ministre de la Justice,
JULES LE JEUNE.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Instruction publique,*
J. DEVOLDER.

*Le Ministre de l'Agriculture,
de l'Industrie et des Travaux publics,*
LÉON DE BRUYN.

Le Ministre des Affaires Étrangères,
Le Prince DE CHIMAY.

Le Ministre de la Guerre,
PONTUS.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*
J. VANDENPEEREBOOM.

CONVENTION.

Entre l'État belge, représenté par M. A. Beernaert, Ministre des Finances, agissant sous réserve de l'approbation de la Législature et l'État Indépendant du Congo représenté par M. E. Van Eetvelde, administrateur général du Département des Affaires Étrangères, à ce autorisé par le Roi Souverain, est intervenue la convention suivante :

I. — L'État belge s'engage à avancer, à titre de prêt à l'État Indépendant du Congo une somme de 25 millions de francs, et ce savoir :

Cinq millions de francs aussitôt après l'approbation de la Législature et deux millions de francs par an, pendant dix ans, à partir de ce premier versement.

Pendant ces dix années, les sommes ainsi prêtées ne seront point productives d'intérêts.

II. — Six mois après l'expiration du prêt terme de dix ans, l'État belge pourra, s'il le juge bon, s'annexer l'État indépendant du Congo avec tous les biens, droits et avantages attachés à la souveraineté de cet État, tels qu'ils ont été reconnus et fixés, notamment par l'Acte général de Berlin du 26 février 1885 et par l'Acte général de Bruxelles et la déclaration du 2 juillet 1890; mais aussi à charge de reprendre les obligations dudit État envers les tiers, le Roi Souverain refusant expressément toute indemnité du chef des sacrifices personnels qu'il s'est imposés.

Une loi réglera le régime spécial sous lequel les territoires du Congo seront alors placés.

III. — Dès à présent, l'État Belge recevra de l'État Indépendant du Congo, tels renseignements qu'il jugera désirables sur la situation économique, commerciale et financière de celui-ci. Il pourra notamment demander communication des budgets de recettes et de dépenses, et des relevés de la douane quant aux entrées et aux sorties.

Ces renseignements ne doivent avoir d'autre but que d'éclairer le Gouvernement Belge et celui-ci ne s'immiscera en aucune manière dans l'administration de l'État Indépendant du Congo, qui continuera à n'être rattaché à la Belgique que par l'union personnelle des deux couronnes.

Toutefois, l'État du Congo s'engage à ne contracter désormais aucun nouvel emprunt sans l'assentiment du Gouvernement Belge.

IV. — Si, au terme prêt, la Belgique décidait de ne pas accepter l'annexion de l'État du Congo, la somme de 25 millions de francs prêtée, inscrite au grand livre de sa dette, ne deviendrait exigible qu'après un nouveau terme de dix ans, mais elle serait entretemps productive d'un intérêt annuel de 3 $\frac{1}{2}$ %, payable par semestre, et même avant ce terme, l'État Indépendant du Congo devrait affecter à des remboursements partiels, toutes les sommes à provenir de cessions de terres ou de mines domaniales.

Fait en double à Bruxelles, le 1^{er} juillet 1890.

A. BEERNAERT.

VAN EETVELDE.